



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-01-2016

*Le Comité national de notre Parti
s'est réuni le 23 janvier 2016.*

*Rapport présenté par Tonío Sanchez,
secrétaire national*

Chers camarades,

L'année 2015 qui vient de s'écouler aura été riche d'enseignements pour notre parti.

Face à la politique du capital et à l'ensemble des partis politiques à son service, nous sommes les seuls à proposer au peuple et à la classe ouvrière une réelle perspective politique crédible : engager la lutte sans tarder contre le capital pour construire une société socialiste gérée par le peuple pour le peuple.

Dire cela, ce n'est pas pour se faire plaisir ou pour se donner une posture différente de celle de tous les autres partis politiques. Au contraire, c'est affirmer constamment notre but, supprimer le capital, le remplacer par une société socialiste, mais cela dépend du niveau des

luttres et du rapport de force politique que nous serons en capacité de construire avec le peuple.

Le capital frappe fort, de plus en plus fort et de plus en plus vite et aucun parti politique ne s'y oppose frontalement ou en tout cas ne situe le capital comme étant la seule cause d'une situation sociale et économique qui se dégrade gravement. Ceci est valable pour la France mais aussi pour l'ensemble de la planète. J'y reviendrai plus en détail plus loin.

Nous voyons bien le chemin qu'il reste à parcourir, le capital domine tout mais, répétons-le, il est incapable de résoudre les problèmes de l'humanité, il conduit à sa destruction.

Nous sommes lucides sur les difficultés pour parvenir à le supprimer. Les forces du capital dominant et s'engouffrent dans le vide politique, dans l'espace dénué de rapport de force politique et social conséquent, pour accélérer l'exploitation du peuple.

Certes, il y a des luttres et elles ne s'arrêtent pas quelle que soit la période, mais le niveau de ces luttres doit s'amplifier pour stopper, faire reculer les exigences du capital.

L'année 2015 nous a démontré que la question de la perspective politique est essentielle. Notre parti a des propositions sur l'ensemble des sujets utiles à la vie sociale et économique. Répondre aux besoins sociaux du peuple, c'est possible rapidement mais il faut que l'on explique comment et ce qu'il faut mettre en œuvre pour y arriver.

De ce point de vue nous avons franchi en 2015 une étape qui doit nous amener à débattre de l'organisation de notre parti, le combat militant qu'il faut mener, le travail qu'il faut entreprendre dans les masses.

Ce sont les élections régionales, notre façon de les aborder, ce que l'on a mis en œuvre pour participer au débat politique, avec les moyens que vous connaissez, qui nous font réfléchir sur ce qu'il faut entreprendre pour progresser.

Je ne reviendrai pas sur les résultats de notre parti dans les détails, mais simplement rappeler que **dans les Pays de Loire, la région où nous avons présenté une liste, nos résultats ont été multipliés par quatre, ce qui n'est pas banal même si nous partons de loin.** Multiplier nos voix par quatre ce n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'un travail politique intense : contacts multiples avec les adhérents, les sympathisants, les syndicalistes, ceux qui nous lisent, réunions élargies, distribution de milliers de tracts devant les entreprises, participation aux luttes etc. Le résultat est donc ce travail politique qui démontre bien que là nous sommes présents dans le débat et le combat politique, il y a des résultats. C'est comme cela que nous progressons en influence, mais aussi en adhésions et surtout en conscience politique sur la crédibilité de nos propositions.

Il y a de l'espace pour nos idées, nos propositions et notre perspective politique, ce sont les leçons qu'il faut retenir de ces élections régionales.

Dans les autres régions nous avons progressé dans l'activité menée pour construire des listes partout, c'est plus de 500 contacts qui ont été pris, avec la volonté de poursuivre et de maintenir ces contacts pour organiser des assemblées dans les départements.

Ces élections ont également confirmé le profond rejet de la politique actuelle. L'abstention massive, notamment dans les quartiers populaires, les résultats du parti au pouvoir, ceux de la droite confirment ce rejet. Le Front National dont les médias assurent une promotion sans précédent est confirmé comme étant le recours à la politique du capital, on observe son silence concernant les mesures gouvernementales sur la restriction des libertés publiques, les droits démocratiques et les atteintes graves aux droits syndicaux.

Les élections passées, Hollande et son gouvernement annoncent la couleur pour 2016. Ils disposent pour cela du cahier de revendications du Medef. La lettre envoyée par le Medef à Hollande, signée par 150 multinationales fixe le cap. Les exigences du patronat sont reprises une par une dans les annonces du gouvernement qui veut aller vite. Le premier trimestre 2016 est la limite à atteindre pour appliquer « des mesures d'urgence contre chômage ». Hollande comme Gattaz

appellent à « l'union nationale » contre le chômage, et demandent à l'ensemble des partis politiques de soutenir leurs propositions.

Ils veulent ensemble un contrat de travail « agile » (ça évite de prononcer le mot précaire), flexible aux souhaits des entreprises. Ce nouveau contrat de travail « agile » serait conditionné au chiffre d'affaires de l'entreprise et aux objectifs fixés au salarié. **Autrement dit, le salarié signe en même temps son contrat de travail et... sa lettre de licenciement, ceci sans aucun recours possible. « Il faut adapter le droit du travail aux réalités de l'entreprise », cette phrase prononcée par Macron et Gattaz c'est le signal de la poursuite de la casse du code du travail.** Un seul exemple récent pour illustrer le niveau de la casse des droits sociaux : le ministre Le Guen, grand ami et serviteurs du CAC 40 vient de déverser sa haine à l'encontre des syndicats et notamment la CGT, qui ont refusé de signer l'accord pour l'ouverture de la Fnac le dimanche. Il dénonce la présence de « trop de syndicats en France » ce qui affaiblit le « dialogue social ».

Il faut traduire dans ses propos : les syndicats qui refusent de s'adapter aux objectifs du capital sont de trop en France, il faut les éliminer et il appelle les salariés à ne plus voter pour eux !

La ministre du travail El Khomri dévoile ses intentions en disant : la « réforme du code du travail servira à inventer de nouvelles règles sociales y compris l'ouverture des magasins dimanche, elle servira également à faire sauter le verrou des 25 % de majoration des heures supplémentaires ». L'objectif c'est la baisse continue du « coût du travail », la cible ce sont les acquis sociaux et la suppression des contraintes contenues dans les garanties collectives. Le patronat veut obtenir que les négociations sociales se déroulent à l'entreprise, encouragé en cela par les accords d'entreprises obtenus chez Renault, Peugeot, Michelin, et dernièrement chez Smart, avec l'aval des syndicats saufs la CGT.

Les mesures annoncées sont toutes dirigées contre les travailleurs et toutes favorables au capital.

De nouveaux cadeaux sont offerts aux entreprises, une prime de 2000 € sera octroyée dans les entreprises de moins de 250 salariés pour chaque salarié payé entre 1 et 1,3 SMIC ce qui va de nouveau

permettre et encourager le paiement de bas salaires. C'est la suppression totale des cotisations sociales dans ces entreprises, ce que le patronat réclame depuis longtemps, mais il en veut plus : il demande la suppression définitive des cotisations sociales pour les apprentis.

Dans sa « campagne » contre le chômage, Hollande annonce également la formation de 500 000 chômeurs pris en charge sur le budget de l'État, dont on sait sans se tromper que cette mesure comme les autres n'aura aucun effet sur l'emploi, elle ne servira qu'à camoufler encore plus les chiffres réels du chômage pour servir ses objectifs électoraux.

Les privés d'emploi ne sont pas oubliés dans les annonces du gouvernement. Les négociations sur le financement de l'Unedic vont commencer, des rencontres parallèles ont déjà eu lieu avec les centrales syndicales qui pour l'instant sont hostiles à la réduction des droits des chômeurs. Nous connaissons la finalité de ces négociations avec le Medef qui veut réduire la durée d'indemnisation et leur montant sous prétexte d'un déficit de 29 milliards de l'assurance-chômage. Rappelons que les entreprises sont exonérées de cotisations sociales dégressives sur les bas salaires entraînant une perte de 25 à 33 milliards par an pour la protection sociale. Rappelons également qu'un chômeur sur deux n'est pas indemnisé et que 25 % touchent moins de 625 € par mois. Voilà la réalité que Medef et gouvernement veulent encore aggraver.

Toutes les mesures prises contre le chômage par les gouvernements successifs depuis le début des années 70 n'ont eu aucun effet sur l'emploi. Les centaines de milliards accordés aux patrons année après année n'ont servi qu'à gonfler les profits des entreprises et à distribuer des dividendes aux actionnaires.

En 2014, ce sont 231 milliards de dividendes qui ont été distribués aux actionnaires du CAC 40. Les chiffres 2015 ne sont pas encore connus mais sont annoncés comme étant des chiffres record. À cela il faut ajouter 30 à 40 milliards (80 milliards selon les journalistes économiques) d'évasion fiscale.

Concernant l'emploi, un dernier mot sur un aspect caché (et pour cause) des suppressions d'emplois : depuis 2008, 2

millions de ruptures conventionnelles ont été comptabilisés dont 350 000 pour la seule année 2015. C'est le plus vaste plan de licenciement jamais réalisé. Cette rupture conventionnelle est présentée comme étant un « divorce à l'amiable entre le salarié et le patron », les indemnités sont décidées en commun. Une fois la signature obtenue, la rupture ne peut pas faire l'objet de poursuites judiciaires, le contrat de travail « agile » réclamé par le Medef et le gouvernement existe déjà, là également sans aucun effet sur l'emploi.

Voilà les mesures en préparation concoctées par le CAC 40 et le gouvernement serviteur dont l'application devrait intervenir avant la fin du premier trimestre de cette année. Le coût serait de l'ordre de 2 milliards financés par des restrictions sociales supplémentaires.

Pendant que Hollande annonce l'accélération des mauvais coups, les restructurations, les suppressions d'emplois s'accélèrent également : Alstom (Général Electric) va supprimer 20 % de ses effectifs en Europe soit 6500 emplois dont 765 en France. Le gouvernement approuve, il déclare « rester vigilant sur la promesse de Général Electric de créer 1000 emplois en France », on croit rêver !! EDF annonce qu'il va supprimer 3500 emplois d'ici 2018, la SNCF 1400, l'État français est actionnaire majoritaire dans ses entreprises et comme pour Renault, Peugeot et bien d'autres entreprises le gouvernement approuve les décisions des multinationales et prépare avec ses annonces contre le chômage l'aggravation des conditions d'accès aux allocations chômage aux salariés privés d'emploi par les grands groupes. Tout pour le capital, rien pour les travailleurs prend ici tout son sens.

Le groupe Vallourec annonce également d'importantes suppressions d'emplois sous prétexte de difficultés dans l'industrie pétrolière, cette multinationale avait annoncé 2000 suppressions d'emplois en 2016, elle revoit sa copie à la hausse, les suppressions d'emplois pourraient doubler.

Une seule industrie prévoit des effectifs en hausse, c'est l'industrie de la défense qui compte embaucher 40 000 salariés en 2016. Pour faire la guerre il faut fabriquer des armes, les va-t-en-guerre du gouvernement montrent l'exemple, d'autant que cette industrie génère des énormes profits.

À cette politique de casse industrielle viennent s'ajouter les mesures prises concernant les collectivités territoriales qui vont être amputées de 50 milliards d'euros de dotations. Cela entraîne l'absence d'investissement, la privatisation des services et la diminution voire la suppression des subventions versées aux associations locales avec des effets non négligeables sur l'emploi. Ajoutons à cela les « réformes » sur la santé, l'éducation, la protection sociale qui se poursuivent, la baisse des salaires et pensions, des allocations sociales et on a fait à peu près le tour des conséquences dramatiques de cette politique.

Très peu, pour ne pas dire aucun parti politique (à part le nôtre) ne s'oppose frontalement aux décisions prises. Au contraire, au nom de l'unité nationale, ils ont tous voté l'État d'urgence, approuvé la loi sur les libertés, soutenu le gouvernement dans ses bombardements en Irak et en Syrie, aucun n'a dénoncé les causes du flux des réfugiés qui fuient leur pays à la suite des guerres organisées et déclenchées par l'Europe, l'État français en tête, et les USA.

La droite, l'extrême droite ont déjà annoncé leur intention de voter la réforme constitutionnelle à venir. La droite encore, par la bouche de Xavier Bertrand déclare à propos des mesures sur l'emploi : « je me moque de la couleur du gouvernement, l'essentiel est qu'il prenne les bonnes décisions ». **On a vu des alliances se créer entre le PS et ses alliés avec la droite et les siens à l'occasion des élections régionales. Ces alliances se poursuivent aujourd'hui pour permettre l'application des décisions prises contre les travailleurs et le peuple.** Le Front National, après l'opération promotion des médias pour les régionales, annonce qu'il sera moins visible dans les médias, préférant se consacrer aux « rencontres avec les Français sur le terrain ». En clair, il prépare les futures échéances électorales et observe le silence sur les sujets actuels, il compte récupérer le profond mécontentement constaté lors des régionales et qui se confirme dans les sondages d'opinion.

Comment capter ce mécontentement et en même temps servir les intérêts du capital ?

C'est à cela que travaille l'ensemble des partis politiques. Les alliances multiples sont possibles : droite – PS – centre, droite – Front National, PS – Vers – UDI, ça va dans tous les sens, mais les recompositions s'organisent pour offrir une équipe de rechange pour servir le capital.

Le front de gauche a été déclaré mort par ses dirigeants Pierre Laurent et Mélenchon, mais ils préparent ensemble les futures élections. Aucun d'entre eux n'appelle à lutter contre les objectifs capitalistes d'Hollande, aucun ne développe de perspective politique crédible en rupture avec le capitalisme.

Les partis politiques actuels sont rejetés par le peuple. Le Front National se tient en réserve et la bourgeoisie l'utilise pour favoriser les recompositions politiques.

Un appel récent à l'organisation de « primaires à gauche » a été lancé par des personnalités de la « société civile » ! Cohn-Bendit dont on n'a pas oublié le rôle qu'il a joué et qu'il joue encore pour développer le capitalisme européen, Rosanvallon, dirigeants éminents de la CFDT stratège du dialogue social, Piketty, économiste théoricien et défenseur de l'économie capitaliste pour ne citer qu'eux seraient ainsi les sauveurs de la gauche. L'opération politique relayée constamment par les médias consiste évidemment à offrir une « alternative » (encore une !) politique menant à une nouvelle impasse. Dans cet appel à une primaire à gauche, jamais le mot « capitalisme » n'est prononcé, par contre l'entreprise y tient une place de choix. Dès le lendemain de la publication de l'appel, Pierre Laurent, prêt à tout pour sauver les derniers élus PCF, s'est déclaré « attentif et prêt à discuter de cette question ». **Comme on le voit, les partis politiques sont loin, très loin des préoccupations du peuple, ils ne cherchent qu'à offrir la meilleure image possible, la meilleure équipe possible pour assurer la relève et poursuivre la politique du capital.**

Du côté des syndicats on sait ce qu'il en est de la CFDT, toujours absente de toutes les luttes mais toujours le stylo à la main, la centrale a atteint un niveau de compromission jamais égalé. Elle a même tenté de justifier la condamnation des syndicalistes de Goodyear comme l'ont fait le PS et la droite qui s'en sont réjouis. Ce jugement inique pris à l'encontre de travailleurs qui

se battent depuis des années pour l'emploi et la pérennité de l'entreprise montre une nouvelle phase dans la lutte de classe.

Sollicité par le représentant de l'État, ce jugement est à mettre en cohérence avec la loi d'exception, les restrictions des libertés démocratiques, l'État d'urgence, la réforme de la constitution. C'est un tout destiné à museler l'expression du mécontentement profond qui ne peut que s'exprimer. Le capital a toujours agi comme cela chaque fois que le rapport de force lui permet de faire. Il utilise la répression comme un moyen pour appliquer ses décisions. Mais cela démontre aussi que le capital est obligé de mettre des pare-feu aux luttes à venir. Il en a peur et s'y prépare car il sait que la lutte de classe et le seul moyen à disposition du peuple pour le faire reculer. Il tente de protéger par avance ses intérêts.

Les atteintes aux droits syndicaux sont de plus en plus courantes et de plus en plus violentes. Le choix politique des centrales syndicales qui privilégient le « dialogue social » et qui le revendiquent est une des causes de la violence antisyndicale parce que le terrain des luttes a été abandonné laissant le champ libre au patronat et à sa politique. Condamnations multiples de militants syndicaux, fermetures d'unions locales, d'unions départementales, d'unions syndicales professionnelles n'ont jamais été aussi nombreuses. Les centrales syndicales, même si quelques-unes protestent plus que l'autre, sont passives devant cette situation. Seuls les syndicats d'entreprises, quelques unions locales et départementales organisent la protestation avec leurs moyens.

Les luttes sociales doivent s'amplifier, la gravité des mesures prises contre les travailleurs ne peut rester sans réaction. Des luttes ont lieu actuellement, les salariés d'EDF mènent la bagarre contre les suppressions d'emplois et pour un service de qualité. Les Goodyear organisent la riposte à la condamnation de militants syndicaux à 9 mois de prison ferme. La fonction publique manifeste le 26 janvier prochain. Des luttes sont nombreuses dans la santé, la métallurgie, la chimie, luttes méconnues car les médias n'en font pas état par peur de contagion. Même si elles sont insuffisantes, ces luttes existent nous devons leur apporter tout notre soutien et notre aide.

Il y a besoin de construire un syndicalisme de lutte de classe en France, le capital en a peur. Il déclare par l'intermédiaire de son

fidèle serviteur Jean-Marie Le Guen : « le discours salarié contre les patrons ne correspond plus à la réalité économique et sociale du pays ». C'est clair, pour Jean-Marie Le Guen, patrons et salariés sont dans la même galère, l'antagonisme entre capital et travail ne serait qu'une vue de l'esprit !

La bataille idéologique est intense, elle traverse toute la société française, les partis font le choix stratégique de développer le capital ou de l'accompagner, nous en avons parlé, les syndicats également, nous les connaissons.

La CGT va tenir son 51ème congrès en avril, le syndicalisme de classe n'est pas à l'ordre du jour, ce n'est pas une surprise (voir le document d'orientation paru dans le Peuple). Pour info, 60 000 amendements au texte d'orientation ont été déposés à la centrale syndicale pour être soumis à la discussion. Nous suivons de près les préparatifs de ce congrès.

Comme on le voit, les motifs ne manquent pas pour engager la lutte tout de suite, revendiquer pour satisfaire les besoins sociaux. L'argent ne manque pas, les moyens considérables possédés par les multinationales doivent revenir au peuple mais il faut lutter pour aller les chercher.

Ceci est valable en France comme ailleurs. Le G20 se déroule en ce moment à Davos, les grandes puissances capitalistes sont confrontées à la « crise » permanente de leur développement. La baisse de la croissance mondiale due à l'activité en Chine entraîne en cascade des difficultés économiques notamment dans les pays dits « émergents » qui étaient jusqu'alors source de profits importants pour les multinationales mondiales. Les bourses s'effondrent et les économistes du capital s'inquiètent, ils craignent une crise « plus importante qu'en 2007, du niveau de la crise de 1929 ». Traduit en langage courant : pour faire face aux difficultés de développement du profit et à la baisse de rentabilité immédiate du capital, il faut faire payer les peuples. C'est ce que nous subissons avec les plans d'austérité en France, en Europe et dans le monde.

Le journal « Le Monde » indique d'après un rapport de l'OIT (Organisation Internationale du travail) qu'il y a 200 millions de

chômeurs dans le monde, les prévisions pour 2016 sont de 2,3 millions supplémentaires soit 30 millions de plus qu'en 2007. Toujours selon l'OIT, la précarisation de l'emploi touche 1,5 milliards de travailleurs dans le monde soit plus de 46% de l'emploi total. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne ce sont plus de 70% des travailleurs qui occupent un emploi dit « vulnérable ».

Voilà les effets sociaux de la politique du capital, il faut y ajouter pauvreté, misère etc. qui explose. **Il faut également y ajouter la concurrence acharnée que se livrent les multinationales mondiales pour conquérir des territoires nouveaux afin d'y exploiter les peuples et les richesses. Cette concurrence internationale entraîne des guerres ouvertement provoquées par les états au service du capital. Nous retrouvons cette situation sur l'ensemble des continents, les guerres se sont multipliées, les dépenses d'armement ont explosé, le risque d'une guerre généralisée existe, d'autant qu'une nouvelle « crise » du capital est en gestation. Pendant ce temps 1000 milliards de dollars ont été distribués aux actionnaires dans le monde sous forme de dividendes, c'est un record absolu.**

Nous tiendrons le 13 février prochain un bureau national sur les questions internationales pour mieux comprendre de quelle manière l'impérialisme s'organise, avec quels moyens pour dominer le monde, et bien sûr affirmer nos propositions et nos actions pour le combattre.

Chers camarades,

Au début de l'introduction à la discussion, nous avons fait le constat de l'activité de notre parti et après avoir tiré les enseignements encourageants des élections régionales, une conclusion s'impose : là où nous sommes présents dans le débat et le travail militant, il y a des résultats. **Il faut donc élargir notre présence pour développer notre parti et les idées révolutionnaires que nous sommes seuls à porter. Il y a de la place pour cela, il suffit de l'occuper en ayant la volonté de toujours déployer, faire partager au plus grand nombre possible nos propositions qui trouvent un écho favorable parmi la population, les élections en pays de Loire en sont la démonstration.**

Cette démarche commence à produire des effets positifs, trois assemblées élargies se sont tenues dans trois départements différents et ceci avant le 15 janvier ce qui n'a jamais été fait auparavant. Dans les trois départements, des sympathisants sont venus participer à la discussion et à chaque fois des adhésions ont été réalisées. Les camarades ont tous souligné la qualité des débats, la soif de comprendre la situation et de connaître nos propositions. Nombre de participants ont demandé la tenue de réunions régulières, des initiatives militantes sont en construction.

Nous pouvons faire cela partout et nous avons la volonté de le faire partout. Le secrétariat a réfléchi sur la question de notre développement dans les départements, il apportera toute son aide à la construction de réunions élargies pour aller au débat politique avec les adhérents, sympathisants, candidats aux élections, lecteurs de nos journaux etc.

Ce travail fera l'objet de compte-rendu de réunion régulier, le comité national sera associé et informé. Nous avons besoin de nous développer et il faut que l'on se donne des outils pour cela. Je viens de parler de l'organisation du parti, il en est de même pour la formation des militants, des nouveaux adhérents qui sont demandeurs d'une formation. Nous avons également commencé la réorganisation de la politique financière, essentielle à notre développement, la prise en compte de notre souscription dans les départements, les initiatives financières, les cotisations.

J'ai déjà parlé des questions internationales qui vont faire l'objet de la prochaine réunion du bureau national de notre parti le 13 février prochain. La question de notre propagande a également été examinée et a déjà fait l'objet de plusieurs discussions sur l'utilité de l'existence de deux journaux et deux sites différents pour un même parti. Nous nous sommes donnés jusqu'en juin pour résoudre ce problème.

Beaucoup de travail en perspective mais la priorité des priorités concerne notre développement dans les départements, l'année 2016 doit marquer un progrès significatif, discutons-en.

À vous la parole.